

**Contact: John Phelan: +32 (0)2 789 24 01**  
**Date: 19/05/2014**  
**Reference: BEUC-PR-2014-017**

## **Élections imminentes : de l'importance du Parlement européen pour les consommateurs**

Les élections de cette semaine vont avoir un impact considérable sur la vie de 500 millions d'Européens. Au cours des cinq prochaines années, de nombreuses questions concernant les consommateurs seront en jeu - des pratiques bancaires déloyales à la protection des données personnelles au sein de l'UE.

Le BEUC a publié un [Manifeste électoral](http://www.beuc.eu/european-elections-2014) détaillant ces questions : [www.beuc.eu/european-elections-2014](http://www.beuc.eu/european-elections-2014)

Monique Goyens, Directrice générale du Bureau Européen des Unions de Consommateurs, s'est exprimée :

« La politique européenne des consommateurs a un impact direct et concret sur la vie quotidienne des citoyens. Au cours des trente dernières années, l'UE a été l'auteur d'une véritable *success story* dans ce domaine. C'est elle qui est derrière les nombreuses protections fondamentales, le meilleur accès au marché, les normes régissant la sécurité des produits, les droits à l'information et contractuels. Et pourtant, la plupart des gens ne réalisent pas que tout cela vient la plupart du temps de "Bruxelles".

« Les futurs députés européens devront relever des défis de taille, comme garantir de meilleures protections dans le domaine financier, améliorer le marché des télécoms, faire de la neutralité du Net une réalité, et rétablir la confiance des consommateurs dans l'industrie agroalimentaire suite aux récents scandales.

« Le Parlement reste l'institution européenne qui inspire le plus la confiance. Les nouveaux députés devraient comprendre que la politique des consommateurs est un moyen de tendre la main vers les citoyens européens. Ils doivent s'efforcer de maintenir et de renforcer cette confiance en plaçant les intérêts des consommateurs au premier plan. »

### **L'accord commercial transatlantique (TTIP)**

[Les négociations suivent leur cours](#) entre les autorités européennes et américaines afin de faire tomber les barrières douanières entre les deux blocs. L'objectif consiste à encourager le commerce transatlantique dans des secteurs aussi divers que l'alimentation et les dispositifs médicaux.

« Les enjeux sont colossaux. Dans le meilleur des mondes, l'accord bénéficiera aux consommateurs en diversifiant le marché et la concurrence. Ceci étant, il y a des limites à ne pas franchir. Nous ne devons ni sacrifier ni affaiblir nos normes européennes en place depuis longtemps par simple opportunisme. Par exemple, l'Europe ne devrait pas ouvrir sa porte au bœuf aux hormones. On tente de rassurer le public en garantissant que ces normes demeureront en vigueur, mais le projet de "reconnaissance mutuelle" des législations entre les États-Unis et l'Europe risque de prouver le contraire par des moyens dérobés. »

## Services bancaires

La récession se fait toujours lourdement ressentir par des millions de consommateurs. Réguler les banques de manière responsable doit rester la solution première. Le BEUC exige l'interdiction complète des commissions perçues par les vendeurs de produits d'investissement.

« Des conseils financiers biaisés ou imprudents ont eu des conséquences catastrophiques pour beaucoup de personnes, faisant perdre des sommes épargnées depuis longtemps, des pensions, et des prêts immobiliers. Il est inconcevable qu'une personne chargée de vendre des produits d'investissement complexes livre des conseils potentiellement biaisés par la perspective d'une commission. C'est le chemin assuré vers une multitude de ventes abusives. Voilà pourquoi nous exigeons l'interdiction de ces commissions en Europe. »

## Garantie des produits

« La garantie minimum de deux ans existe dans les 28 pays membres grâce aux institutions européennes. Mais si nous avons sérieusement l'intention d'aller dans le sens de la durabilité et de produire des biens durables, cette garantie doit être étendue considérablement. »

## Frais d'itinérance (roaming)

Même si la réduction des frais de "roaming" a beaucoup séduit les consommateurs, [télécharger des données reste beaucoup trop cher](#).

« Le secteur des télécoms a échappé aux règles de base du Marché Unique. Les frontières et les tarifs nationaux sont toujours en place, ce qui coûte plusieurs centaines d'euros pour télécharger un giga de données. Seulement 10 % des utilisateurs consultent leurs emails depuis un autre État membre comme s'ils étaient chez eux, tandis qu'un quart d'entre eux éteignent complètement leur dispositif et la moitié n'utilise pas les données à l'étranger. La promesse de l'UE de supprimer complètement les frais d'itinérance se fait plus qu'attendre. »

## Protection des données personnelles

Le Parlement européen vient d'exiger [une législation ambitieuse pour la protection des données personnelles](#), au vu de la pratique des entreprises consistant à récupérer et à "profiler" les informations personnelles, devenue monnaie courante.

« Au lendemain de ces élections, la législation sur les données personnelles sera l'une des plus grandes batailles. La proposition actuellement sur la table fixe des règles précises. Par exemple, si une entreprise communique avec des Européens, elle doit se conformer aux lois européennes, où qu'elle soit basée dans le monde. Les députés européens ont réclamé des actions en justice collectives, un moyen crucial pour agir contre les violations de données. Un soutien ferme de la part des gouvernements nationaux sera nécessaire. »

## FIN

*Pour de plus amples informations, veuillez joindre le numéro dans l'en-tête.*